

COMMUNIQUÉ

Soutien au monde de la Culture !

La Fédération des Finances CGT apporte son soutien à la lutte des travailleurs et travailleuses du spectacle qui occupent plus de 60 lieux de culture à travers la France pour obtenir notamment :

- une prolongation de l'année blanche, son élargissement à tous les travailleurs et travailleuses précaires qui subissent les effets, à la fois de la crise sanitaire et des politiques patronales ;
- le retrait du projet de réforme d'assurance chômage et l'ouverture de la protection sociale à toutes et tous ;
- des mesures en toute urgence pour garantir l'accès à toutes les travailleuses et travailleurs à l'emploi discontinu et autrices et auteurs aux congés maternité et de maladie indemnisés ;
- la mise en place d'une politique de soutien exceptionnel à la création artistique, notamment sous forme de commande publique.

Comme dans de nombreux secteurs déjà fragiles, la crise liée au COVID est un accélérateur des difficultés existantes pour le monde de la culture.

Le financement du secteur culturel a été largement mis à mal ces dernières années par **les politiques austéritaires**, aussi bien au niveau national que dans de nombreuses collectivités locales.

Cette politique a obligé les acteurs culturels à multiplier les interlocuteurs pour obtenir un budget (le plus souvent ponctuel), à augmenter les tarifs du droit d'entrée et des activités culturelles, à se tourner régulièrement vers les financements privés.

Le financement public d'un secteur aussi fondamental que celui de la culture ne peut pas se résumer à une série de dispositifs fiscaux (niches) principalement captés par des multinationales expertes dans la défiscalisation. En 2018, dans un rapport sur le dispositif « mécénat » des entreprises, la Cour des comptes indique que les 24 plus grosses entreprises mécènes ont à elles seules représenté 44 % de la dépense fiscale (coût total de plus de 900 millions d'euros).

Il est nécessaire de réviser ces dispositifs, d'augmenter significativement le budget de la culture et refuser la mainmise croissante des capitaux privés dans ce secteur si important pour lutter contre les fractures et inégalités sociales et territoriales.

Il est également indispensable de développer des outils permettant une évaluation des politiques publiques, réalisée notamment par les citoyens, pour répondre au mieux aux besoins d'émancipation individuelle et collective.

Il est donc urgent de prévoir un véritable plan de relance, réellement financé, et une politique publique de long terme à la hauteur, pour un service public de la culture pour toutes et tous.